

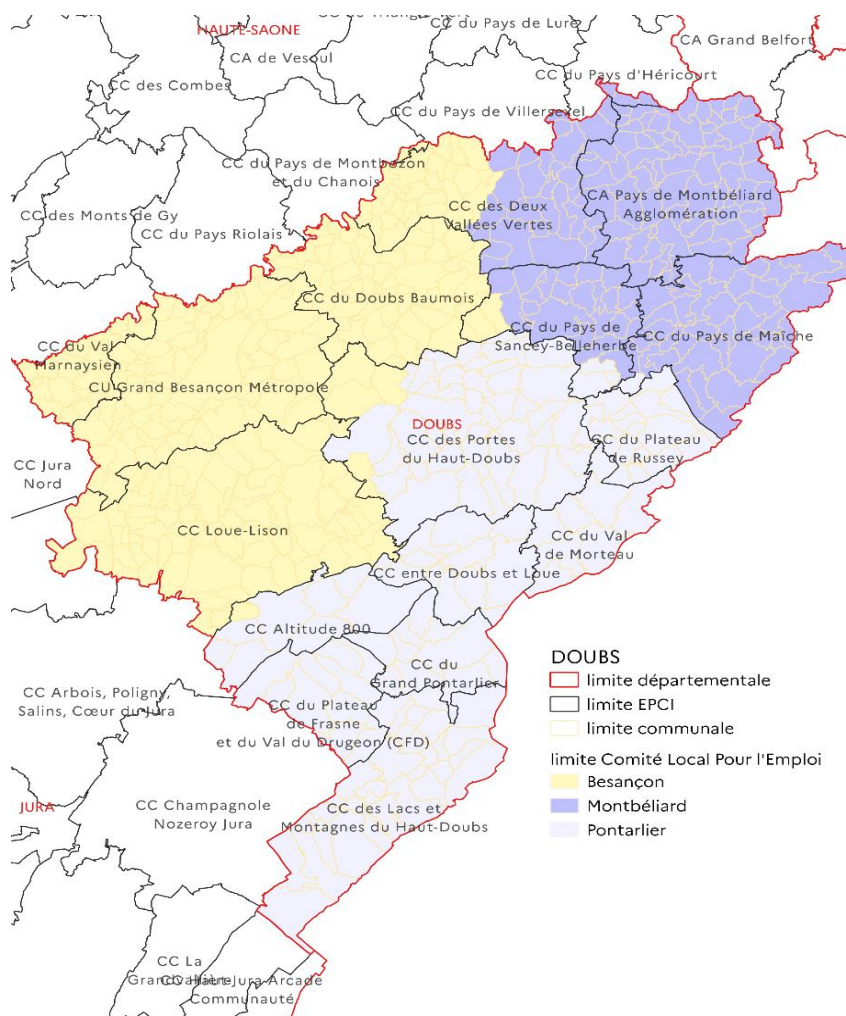
Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) du Doubs

3ème trimestre 2025

La loi pour le plein emploi a instauré une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi, aux niveaux **national, régional, départemental** et **local**. Cette gouvernance renouvée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi** et les traduisent de manière **opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Dans le Doubs, la composition des CLPE est la suivante :



Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

Indicateurs statistiques territoriaux Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	T3 2025	Part	Besançon Evol. par rapport au T2 2025 T3 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	9 950	100 %	+0,2	+6,9
<25 ans	1 760	18 %	+1,1	+23,1
25-49 ans	5 770	58 %	+0,0	+3,6
50 ans et +	2 420	24 %	+0,0	+4,8
Hommes	5 450	55 %	-0,2	+7,5
Femmes	4 510	45 %	+0,9	+6,1
Catégories ABC (données cvs-cjo)	18 260	100 %	+0,3	+3,7
<25 ans	2 770	15 %	+0,7	+14,9
25-49 ans	10 960	60 %	-0,2	+1,6
50 ans et +	4 520	25 %	+0,9	+2,5
Hommes	9 410	52 %	+0,3	+5,1
Femmes	8 850	48 %	+0,2	+2,2
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	7 920	43 %	+0,3	+4,3
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	1 410		+2,9	+2,9
Catégorie E (données cvs-cjo)	980		+8,9	+2,1
Catégorie F (données brutes)	1 430		/	/
Catégorie G (données brutes)	2 570		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

9 950 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 0,2 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 0,7 % par rapport au trimestre précédent.

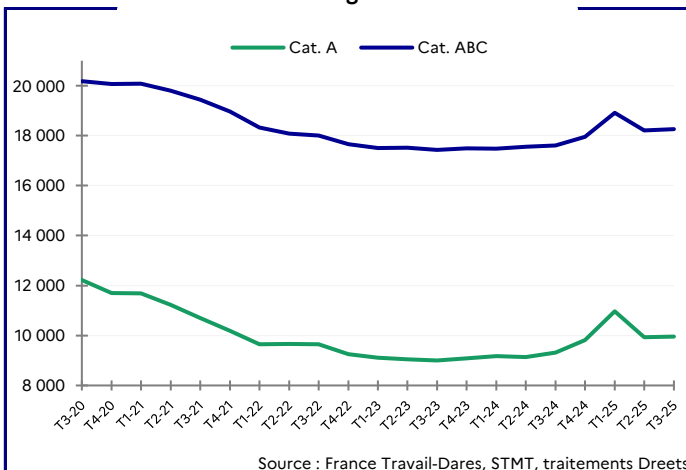
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 60 % du total. Leur nombre baisse de 0,2 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 25 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 0,9 % par rapport au trimestre précédent.

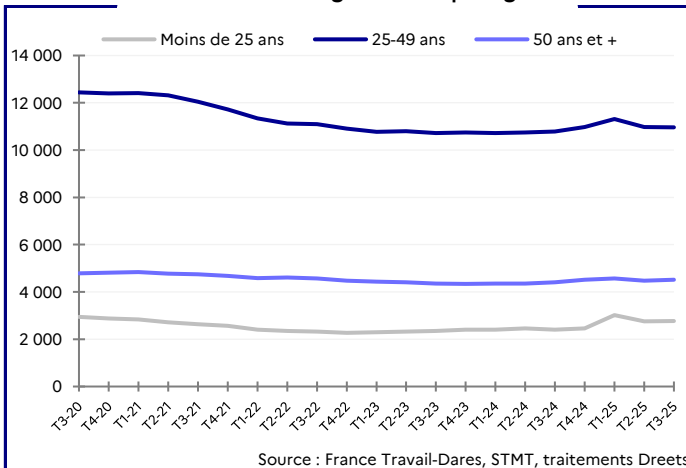
Les DELD forment 43 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 0,3 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 1 430 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 2 570 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Besançon		
	T3	Cumul	Evol. (en %)
	2025	2025	cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	17	63	-53,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	260	707	+23,2
CEJ	220	701	-2,5
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	103	273	-6,3

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements DreetS - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2	T2	T2
Besançon	2025	2024	2023
Equivalent emplois à temps plein	2 780	3 180	3 420
dont			
Agriculture	10	10	20
Industrie	1 290	1 490	1 600
Construction	420	420	440
Commerce	300	370	360
Services	760	890	1 000

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Construction	420
Métallurgie et fab. de produits métalliques	410
Commerce, réparation automobile	300
Transports et entreposage	290
Act. de serv. adm. et de soutien	250

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 2 780 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 1 290 emplois (ETP), représentant environ 46 % du total. Ce nombre diminue de 13 % en un an. Le secteur des services suit avec 760 emplois (ETP), soit environ 27 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 15 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : construction (environ 420 ETP), métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (environ 410 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 16/10/2025

	T2	T2
Besançon	2025	2024
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	11	7
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	297	131
Heures indemnisées	29 399	16 307
Taux de consommation	17,3	12,7

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

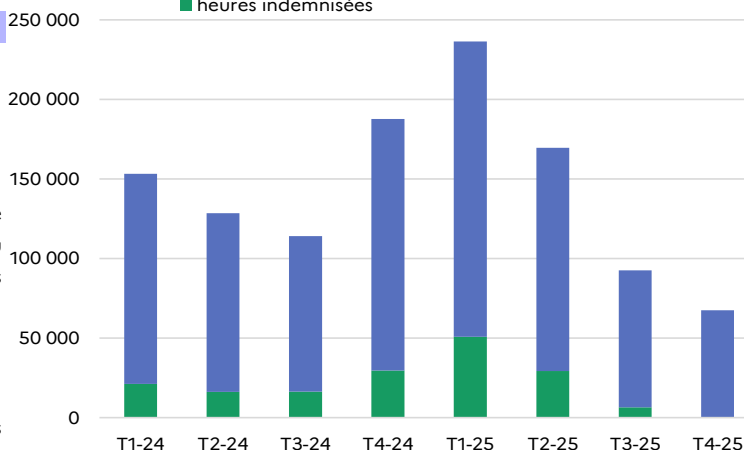
Au 2e trimestre 2025, en moyenne :

11 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 297 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 29 399 heures. Les établissements ont consommé 17,3 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Besançon

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T2 2025	T2 2024	
Besançon	21 341	21 970	Guide de lecture :
Embauches			Au 2e trimestre 2025
Contrats signés			• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
dont			21 341 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 629 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
CDD	18 354	18 498	• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
CDI	2 987	3 472	Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 14 % des recrutements contre 16 % à la même période en 2024.
Evol. CDD	-0,8 %	+0,7 %	
Evol. CDI	-14,0 %	-0,9 %	
Départs	21 361	22 019	• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
Fins de CDD	17 217	17 564	17 217 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 89 % duraient moins d'un mois (89 % il y a un an à la même période).
dont CDD <1 mois	89 %	89 %	• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
Ruptures de contrat	4 144	4 455	4 144 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 311 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
démissions	1 751	2 021	• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les
lic. économiques	93	39	employeurs renforcent les tensions de recrutement.
fins période d'essai	831	929	Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 42 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 5 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.
retraite	226	193	
rupture conventionnelle	380	418	
lic. non économiques	715	692	
autres	148	163	
			• Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
			Ils représentent 30 % des embauches et 29 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 14 % ont signé un CDI.
			• La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
			Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 84 % occupaient un CDD inférieur à un mois.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
6 506	6 173
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
30 %	29 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
14 %	84 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
4 571	4 910
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
21 %	23 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
5 %	92 %

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

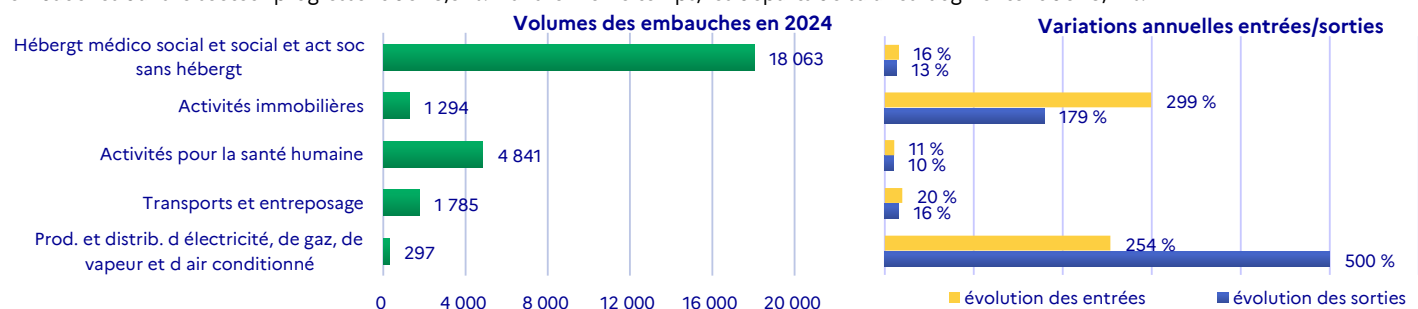
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 15,9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 13,4 %.

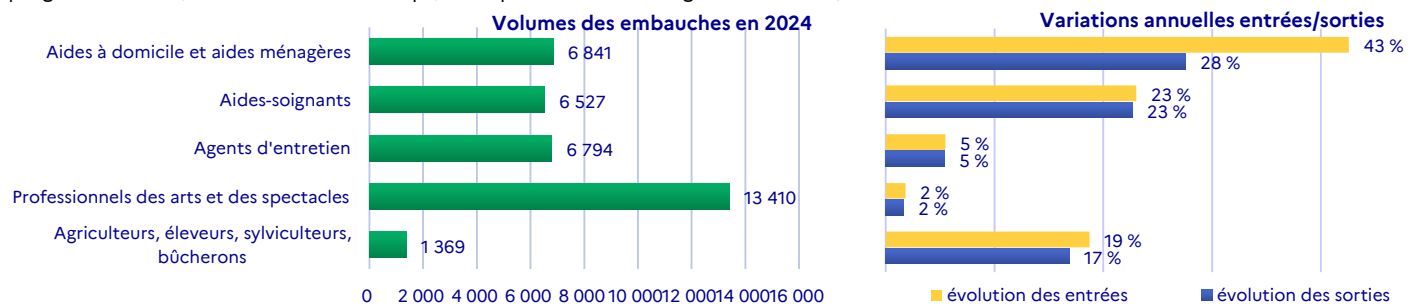


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "aides à domicile et aides ménagères" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 42,6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 27,6 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Besançon	249 211	254 489	+5 278	+2,1
Doubs	538 549	548 662	+10 113	+1,9
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

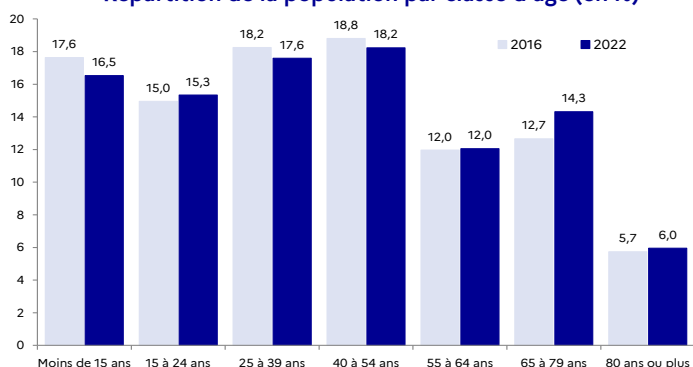
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

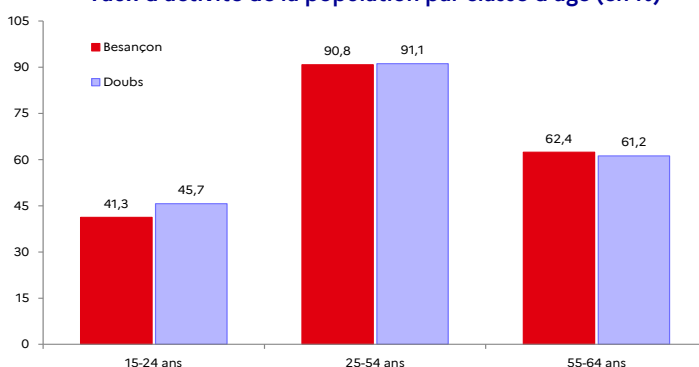
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Besançon	114 581	118 037	+3,0	56 534	58 320	+3,2	100 246	105 555	+5,3
Doubs	252 096	257 638	+2,2	120 437	123 282	+2,4	220 427	230 293	+4,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Besançon	5 351	16 394	1 295	26 150	230	21 791	18	7 512	6 894	71 847
Doubs	10 232	31 679	2 382	46 947	434	41 782	37	18 702	13 085	139 109
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Besançon					
Commerce, réparation automobile	11 604	11 778	-1,5	16,2	16,4
Hébergement médico social et social et act soc sans hébergement	7 316	7 150	+2,3	10,2	9,9
Transports et entreposage	5 002	4 993	+0,2	7,0	6,9
Métallurgie et fab. de produits métalliques	4 854	4 862	-0,2	6,8	6,8
Construction	4 819	4 862	-0,9	6,7	6,8
Activités juridiques, comptables	3 792	3 763	+0,8	5,3	5,2
Act. de serv. adm. et de soutien	3 724	3 822	-2,6	5,2	5,3
Hébergement et restauration	3 708	3 590	+3,3	5,2	5,0
Activ. financières et d'assurance	2 420	2 381	+1,6	3,4	3,3
Autres activités de services	2 279	2 255	+1,1	3,2	3,1
Activités pour la santé humaine	2 143	2 152	-0,4	3,0	3,0
Ind. agro-alimentaires	2 138	2 066	+3,5	3,0	2,9
Toutes activités	71 847	71 867	-0,0	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	T3 2025	Part	Evol. par rapport au T2 2025	T3 2024
Montbéliard				
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	9 950	100 %	-0,5	+11,5
<25 ans	1 580	16 %	+0,0	+24,4
25-49 ans	5 540	56 %	-0,9	+8,2
50 ans et +	2 550	26 %	+0,0	+11,4
Hommes	5 340	54 %	-0,6	+12,4
Femmes	4 340	44 %	-0,2	+10,4
Catégories ABC (données cvs-cjo)	16 410	100 %	+0,1	+8,6
<25 ans	2 470	15 %	+1,2	+19,9
25-49 ans	9 560	58 %	-0,3	+6,3
50 ans et +	4 380	27 %	+0,5	+7,9
Hommes	8 740	53 %	+0,9	+10,9
Femmes	7 670	47 %	-0,8	+6,1
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	7 760	47 %	+3,3	+11,5
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	990		+13,8	+20,7
Catégorie E (données cvs-cjo)	920		-2,1	-2,1
Catégorie F (données brutes)	1 100		/	/
Catégorie G (données brutes)	2 010		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

9 950 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre diminue de 0,5 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 0,1 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 1,2 % par rapport au trimestre précédent.

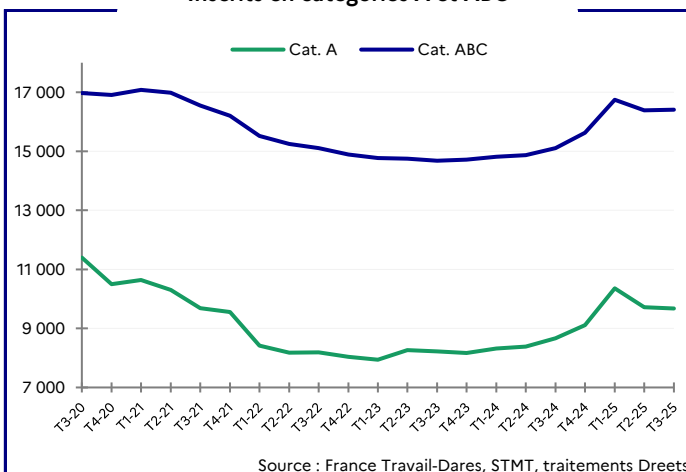
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 58 % du total. Leur nombre baisse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 27 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 0,5 % par rapport au trimestre précédent.

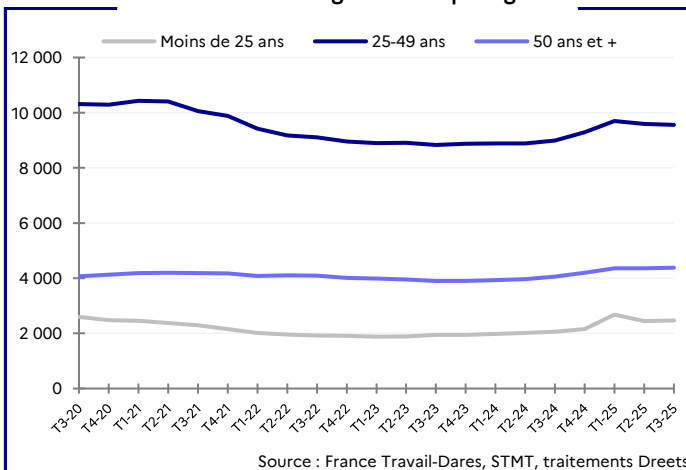
Les DELD forment 47 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 3,3 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 1 100 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 2 010 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Montbéliard		
	T3	Cumul	Evol. (en %)
	2025	2025	cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	47	-46,6
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	228	606	-2,9
CEJ	140	549	-8,8
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	43	103	-5,8

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreetts - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2	T2	T2
Montbéliard	2025	2024	2023
Equivalent emplois à temps plein	2 950	2 950	3 060
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	2 040	1 920	2 020
Construction	210	180	210
Commerce	120	100	120
Services	580	750	710

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Fab. de matériels de transport	1 490
Métallurgie et fab. de produits métalliques	360
Act. de serv. adm. et de soutien	320
Construction	210
Commerce, réparation automobile	120

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 2 950 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 2 040 emplois (ETP), représentant environ 69 % du total. Ce nombre augmente de 6 % en un an. Le secteur des services suit avec 580 emplois (ETP), soit environ 20 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 23 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de matériels de transport (environ 1490 ETP), métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (environ 360 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 16/10/2025

	T2	T2
Montbéliard	2025	2024
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	14	19
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	667	3 047
Heures indemnisées	49 766	220 846
Taux de consommation	5,4	23,3

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

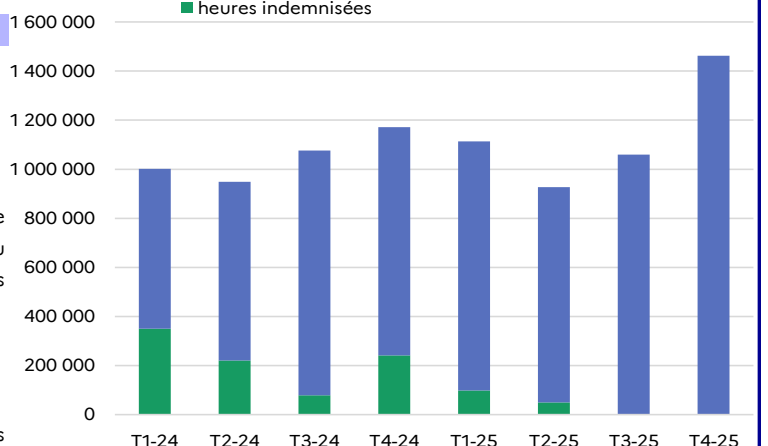
Au 2e trimestre 2025, en moyenne :

14 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 667 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 49 766 heures. Les établissements ont consommé 5,4 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Montbéliard

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T2 2025	T2 2024
Montbéliard		
Embauches	8 441	8 219
Contrats signés		
dont		
CDD	7 287	6 841
CDI	1 154	1 378
Evol. CDD	+6,5 %	-11,4 %
Evol. CDI	-16,3 %	-7,3 %
Départs	8 642	8 405
Fins de CDD	6 671	6 350
dont CDD <1 mois	86 %	86 %
Ruptures de contrat	1 971	2 055
démissions	646	845
lic. économiques	54	36
fins période d'essai	336	357
retraite	176	142
rupture conventionnelle	229	190
lic. non économiques	365	387
autres	165	98

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
8 441 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 222 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 14 % des recrutements contre 17 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
6 671 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 86 % duraient moins d'un mois (86 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 971 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 84 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 33 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 9 % des ruptures, les licenciements économiques 12 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 695	2 532
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
32 %	29 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
10 %	85 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 912	2 213
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
23 %	26 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
5 %	87 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 32 % des embauches et 29 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 10 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 85 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

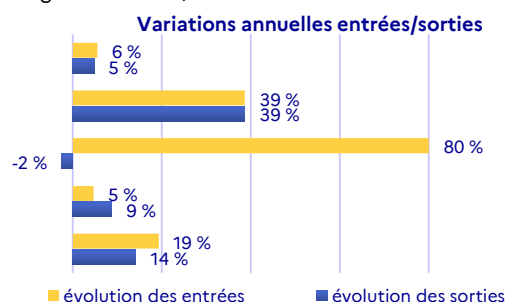
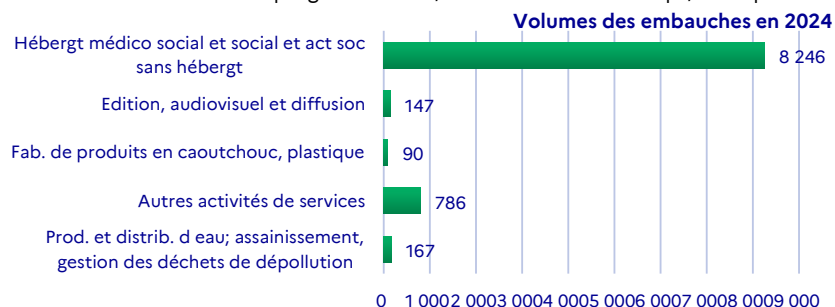
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

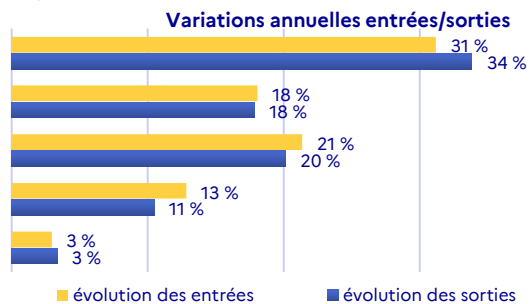
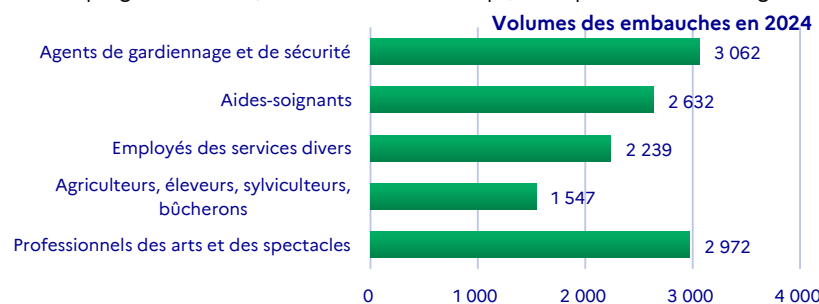
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 5,5 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 4,8 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "agents de gardiennage et de sécurité" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 31,2 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 33,8 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Montbéliard	176 425	175 105	-1 320	-0,7
Doubs	538 549	548 662	+10 113	+1,9
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

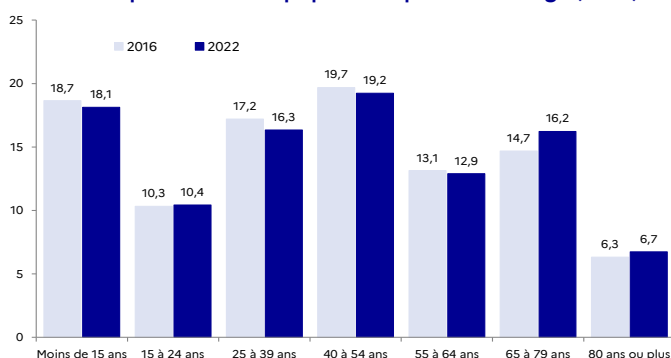
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

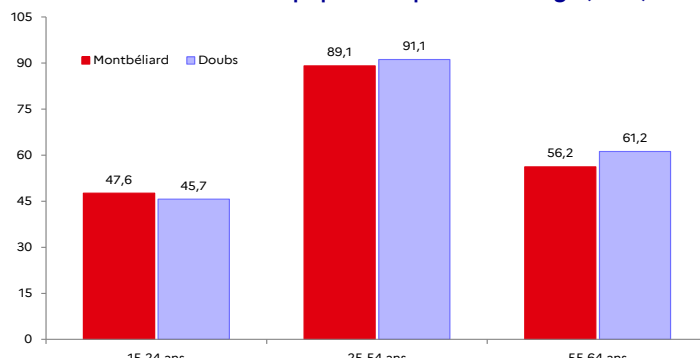
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Montbéliard	78 405	76 904	-1,9	36 517	35 949	-1,6	66 243	66 710	+0,7
Doubs	252 096	257 638	+2,2	120 437	123 282	+2,4	220 427	230 293	+4,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Montbéliard	2 641	8 456	582	11 279	143	14 279	15	10 007	3 381	44 020
Doubs	10 232	31 679	2 382	46 947	434	41 782	37	18 702	13 085	139 109
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Montbéliard					
Fab. de matériels de transport	8 948	9 404	-4,8	20,3	21,1
Commerce, réparation automobile	5 826	5 909	-1,4	13,2	13,3
Héberge médico social et social et act soc sans héberge	3 295	3 318	-0,7	7,5	7,4
Construction	2 934	3 017	-2,8	6,7	6,8
Métallurgie et fab. de produits métalliques	2 783	2 813	-1,1	6,3	6,3
Act. de serv. adm. et de soutien	2 386	2 213	+7,8	5,4	5,0
Transports et entreposage	2 194	2 252	-2,6	5,0	5,1
Activités juridiques, comptables	1 953	1 957	-0,2	4,4	4,4
Intérim	1 921	1 794	+7,1	4,4	4,0
Hébergement et restauration	1 517	1 484	+2,2	3,4	3,3
Activités pour la santé humaine	1 155	1 135	+1,8	2,6	2,5
Ind. agro-alimentaires	1 042	1 039	+0,3	2,4	2,3
Toutes activités	44 020	44 577	-1,2	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

	T3 2025	Part	Pontarlier Evol. par rapport au T2 2025 T3 2024	
Inscrits tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie A (données cvs-cjo)	9 950	100 %	+1,6	+11,8
<25 ans	630	6 %	+3,3	+23,5
25-49 ans	2 750	28 %	+0,4	+10,9
50 ans et +	1 180	12 %	+3,5	+8,3
Hommes	2 380	24 %	+2,1	+11,2
Femmes	2 180	22 %	+0,9	+13,0
Catégories ABC (données cvs-cjo)	8 160	100 %	+2,1	+11,0
<25 ans	990	12 %	+1,0	+19,3
25-49 ans	5 030	62 %	+2,4	+11,8
50 ans et +	2 140	26 %	+1,9	+5,9
Hommes	4 020	49 %	+2,6	+12,6
Femmes	4 140	51 %	+1,7	+9,8
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	3 220	39 %	+4,2	+14,6
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :				
Catégorie D (données cvs-cjo)	490		+16,7	+25,6
Catégorie E (données cvs-cjo)	650		-3,0	-4,4
Catégorie F (données brutes)	220		/	/
Catégorie G (données brutes)	360		/	/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 3e trimestre 2025

9 950 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 1,6 % sur un trimestre.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 2,1 % par rapport au trimestre précédent.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 12 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 1,0 % par rapport au trimestre précédent.

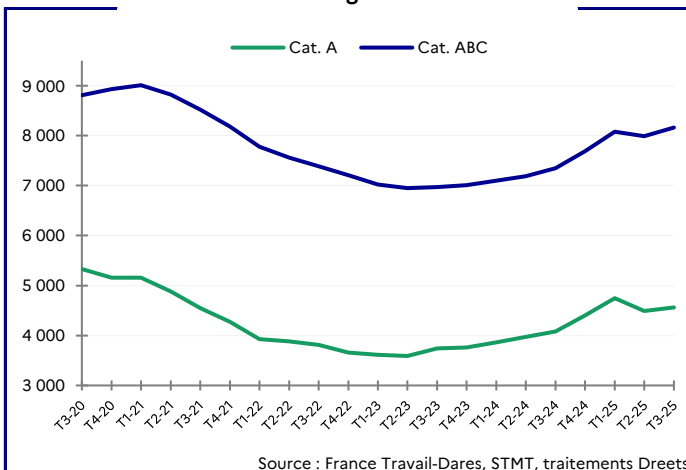
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 62 % du total. Leur nombre croît de 2,4 % par rapport au trimestre précédent.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 26 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,9 % par rapport au trimestre précédent.

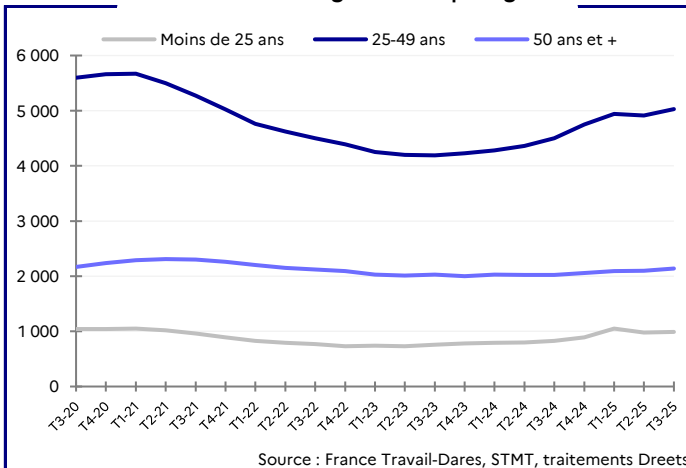
Les DELD forment 39 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 4,2 % par rapport au trimestre précédent.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 220 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 360 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA)

	Pontarlier		
	T3	Cumul	Evol. (en %)
	2025	2025	cumul 25/cumul 24
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	11	-59,3
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	77	203	+3,6
CEJ	63	196	-8,4
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 2T2025)	29	82	-5,3

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T2	T2	T2
	2025	2024	2023
Pontarlier			
Equivalent emplois à temps plein	930	960	1 140
dont			
Agriculture	0	10	10
Industrie	380	390	500
Construction	150	120	140
Commerce	220	210	220
Services	180	230	270

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Commerce, réparation automobile	220
Construction	150
Fab. de machines et équipements	100
Ind. agro-alimentaires	90
Act. de serv. adm. et de soutien	80

Guide de lecture :

Au 2e trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 930 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 380 emplois (ETP), représentant environ 41 % du total. Ce nombre diminue de 3 % en un an. Le secteur du commerce suit avec 220 emplois (ETP), soit environ 24 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur augmente de 5 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : commerce, réparation d'automobile et motocycles (environ 220 ETP), construction (environ 150 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 16/10/2025

	T2	T2
	2025	2024
Pontarlier		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	s	s
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	29	170
Heures indemnisées	1 799	6 782
Taux de consommation	12,2	11,6

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

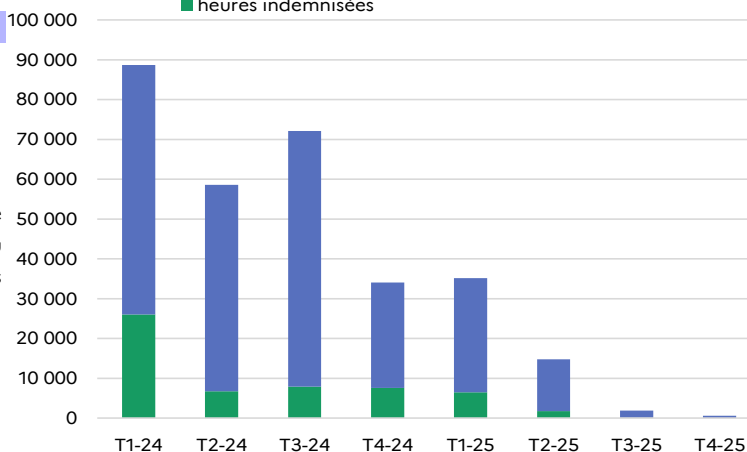
Au 2e trimestre 2025, en moyenne :

29 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 1 799 heures. Les établissements ont consommé 12,2 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

	T2 2025	T2 2024
Pontarlier		
Embauches	6 509	5 981
Contrats signés		
dont		
CDD	5 399	4 687
CDI	1 110	1 294
Evol. CDD	+15,2 %	+6,3 %
Evol. CDI	-14,2 %	-6,8 %
Départs	6 312	6 294
Fins de CDD	4 619	4 423
dont CDD <1 mois	66 %	72 %
Ruptures de contrat	1 693	1 871
démissions	828	958
lic. économiques	60	75
fins période d'essai	309	299
retraite	91	103
rupture conventionnelle	119	141
lic. non économiques	241	245
autres	45	50

Guide de lecture :

Au 2e trimestre 2025

- Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
6 509 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 528 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
- Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 17 % des recrutements contre 22 % à la même période en 2024.
- Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
4 619 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 66 % duraient moins d'un mois (72 % il y a un an à la même période).
- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
1 693 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 178 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
- Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 49 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 5 % des ruptures, les licenciements économiques 7 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 573	2 254
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
40 %	36 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
15 %	79 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 319	1 480
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
20 %	23 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
5 %	62 %

- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
Ils représentent 40 % des embauches et 36 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 15 % ont signé un CDI.
- La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 79 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2023 et 2024

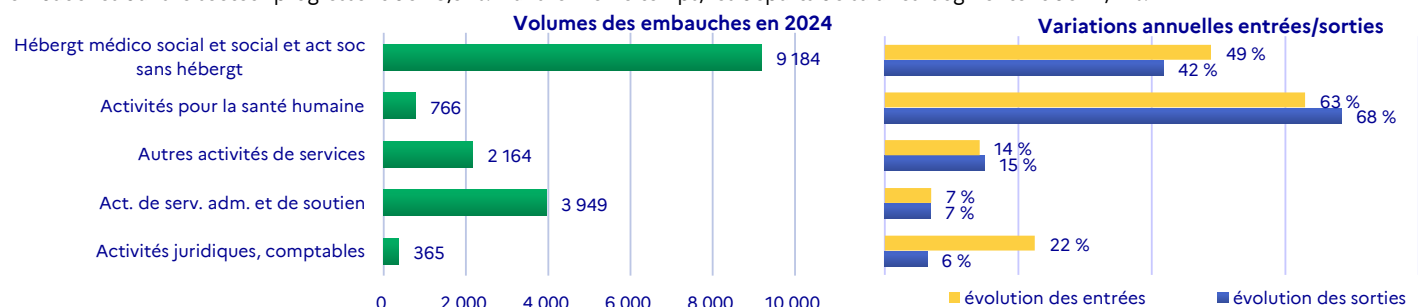
Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

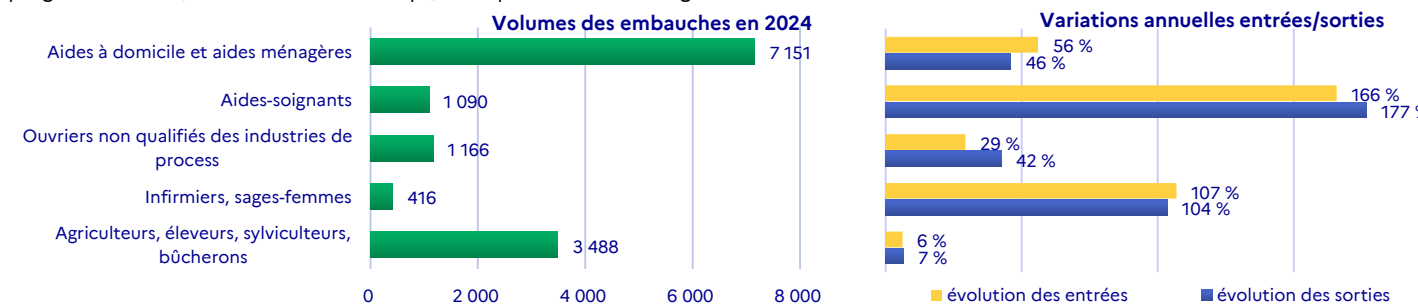
- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?
Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches dans le secteur progressent de 48,9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 41,7 %.



Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

- Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?
La famille de métiers "aides à domicile et aides ménagères" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2024, les embauches pour ces métiers progressent de 56,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 46 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2016	2022	Evol. 2022/2016	
			En valeur	En %
Pontarlier	112 913	119 068	+6 155	+5,5
Doubs	538 549	548 662	+10 113	+1,9
Région BFC	2 818 338	2 803 977	-14 361	-0,5

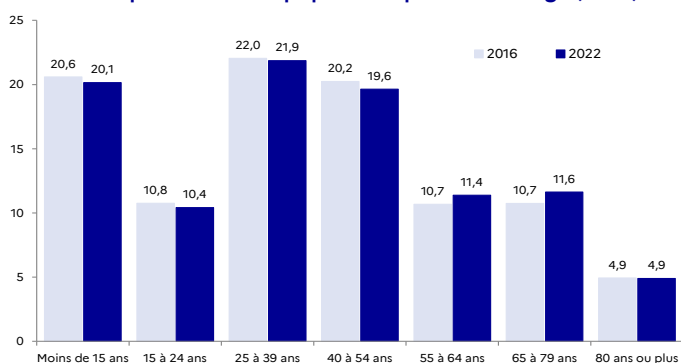
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

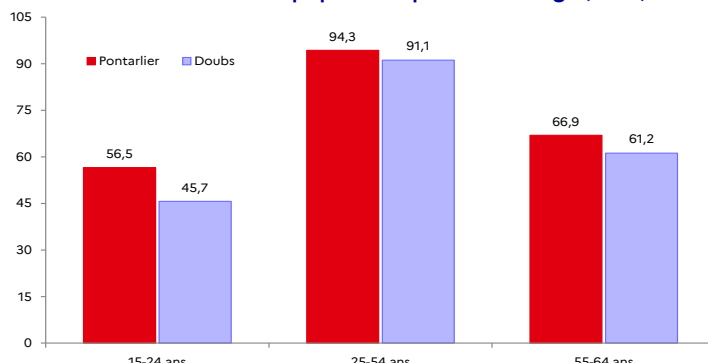
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016	2016	2022	Evol. 2022/2016
Pontarlier	59 111	62 697	+6,1	27 386	29 013	+5,9	53 937	58 027	+7,6
Doubs	252 096	257 638	+2,2	120 437	123 282	+2,4	220 427	230 293	+4,5
Région BFC	1 271 663	1 262 620	-0,7	612 424	609 041	-0,6	1 109 159	1 130 545	+1,9

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2024

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Pontarlier	2 240	6 829	505	9 518	61	5 712	4	1 183	2 810	23 242
Doubs	10 232	31 679	2 382	46 947	434	41 782	37	18 702	13 085	139 109
Région BFC	54 528	163 930	11 566	232 376	2 082	199 387	201	90 414	68 377	686 106

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2024	2023	Evol. (en %)	2024 (en %)	2023 (en %)
Pontarlier					
Commerce, réparation automobile	5 405	5 224	+3,5	23,3	22,6
Construction	2 349	2 453	-4,2	10,1	10,6
Héberge médico social et social et act soc sans héberg	1 971	1 881	+4,8	8,5	8,1
Ind. agro-alimentaires	1 669	1 641	+1,7	7,2	7,1
Hébergement et restauration	1 648	1 583	+4,1	7,1	6,9
Transports et entreposage	1 097	1 124	-2,4	4,7	4,9
Fab. de textiles, ind. de l'habillement	938	972	-3,5	4,0	4,2
Intérim	868	839	+3,5	3,7	3,6
Activ. financières et d assurance	729	699	+4,3	3,1	3,0
Activités juridiques, comptables	701	700	+0,1	3,0	3,0
Fab. de machines et équipements	676	690	-2,0	2,9	3,0
Autres activités de services	617	633	-2,5	2,7	2,7
Toutes activités	23 242	23 086	+0,7	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Principaux indicateurs

CLPE du Doubs

	Besançon	Montbéliard	Pontarlier	Doubs	BFC
Inscrits à France Travail au 3ème Trim. 2025					
Catégorie A (données CVS-CJO)	9 950	9 670	4 560	24 190	109 260
Evol. (en %) sur 1 Trim.	+0,2	-0,5	+1,6	+0,2	+0,9
Evol. (en %) sur 1 an	+6,9	+11,5	+11,8	+9,7	+6,7
Catégories ABC (données CVS-CJO)	18 260	16 410	8 160	42 830	205 270
Evol. (en %) sur 1 Trim.	+0,3	+0,1	+2,1	+0,6	+0,8
Evol. (en %) sur 1 an	+3,7	+8,6	+11,0	+6,9	+4,5
Inscrits depuis 1 an ou plus	7 920	7 760	3 220	18 910	91 670
Catégorie D (données CVS-CJO)	1 410	990	490	2 890	13 690
Catégorie E (données CVS-CJO)	980	920	650	2 540	12 640
Catégorie F (données brutes)	1 430	1 100	220	2 740	10 907
Catégorie G (données brutes)	2 570	2 010	360	4 930	24 465
Entrées dans les dispositifs au 3ème Trim. 2025					
PEC	17	5	5	25	177
Cumul 2025	63	47	11	121	663
PACEA	260	228	77	565	3 153
Cumul 2025	707	606	203	1 516	8 158
CEJ	220	140	63	423	2 700
Cumul 2025	701	549	196	1 446	8 300
Apprentissage (secteur privé) au 2T2025	103	43	29	175	856
Cumul 2025	273	103	82	458	2 280
Recours à l'intérim au 2ème Trim. 2025					
Equivalent emplois à temps plein	2 780	2 950	930	6 660	32 710
Evol. (en %) sur 1 an	-12,6	+0,0	-3,1	-6,1	-2,6
Recours à l'activité partielle au 2ème Trim. 2025					
Heures indemnisées	29 399	49 766	1 799	80 964	228 119
Evol. (en nbre) sur 1 an	+13 092	-171 081	-4 983	-162 972	-220 899
Embauches et départs au 2ème Trim. 2025					
Embauches	21 341	8 441	6 509	36 291	188 725
Evol. (en %) sur 1 an	-2,9	+2,7	+8,8	+0,3	+3,1
Départs	21 361	8 642	6 312	36 315	186 353
Evol. (en %) sur 1 an	-3,0	+2,8	+0,3	-1,1	+2,7
Démographie - Population active (RP 2022)					
Population totale	254 489	175 105	119 068	548 662	2 803 977
Evol. 2022/2016	+2,1	-0,7	+5,5	+1,9	-0,5
Actifs de 15 à 64 ans	118 037	76 904	62 697	257 638	1 262 620
Evol. 2022/2016	+3,0	-1,9	+6,1	+2,2	-0,7
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	105 555	66 710	58 027	230 293	1 130 545
Evol. 2022/2016	+5,3	+0,7	+7,6	+4,5	+1,9
Structure de l'emploi salarié total fin 2023					
Source : Insee-Flores					
Nombre de salariés	110 531	53 152	32 541	196 224	970 781
Part (en %) dans :					
Agriculture	0,9	0,5	1,8	1,0	1,9
Secteur public	33,5	16,9	18,1	26,5	25,9
Secteur privé (hors agriculture) :	65,6	82,5	80,0	72,6	72,3
Industrie	14,0	31,9	20,8	11,4	17,4
Construction	4,3	5,5	7,4	5,1	5,6
Commerce	10,9	11,1	16,5	11,9	13,3
Services marchands	25,3	23,5	20,3	32,6	24,7
Services non marchands	11,2	10,6	15,1	11,7	11,2